

Relancer le service public d'éducation nationale : la solution aux défis d'avenir

Le gouvernement poursuit son entreprise d'instauration d'une école à plusieurs vitesses. Il veut supprimer à la rentrée 2011, 16 000 postes d'enseignants. Cela ferait 66 400 postes supprimés depuis le début du quinquennat, soit 8% des effectifs ! L'État répond ainsi au dogme libéral de la baisse des dépenses publiques. Or, cela ne répond en rien aux besoins réels des populations. D'autant que, depuis l'an 2000, la natalité est repartie à la hausse. Ces mesures se traduiraient, à la rentrée prochaine, par une nouvelle dégradation des conditions d'accueil des élèves, notamment en maternelle, primaire et au collège. Au lycée, les réformes dégradent les scolarités. Face à cela il y a besoin de défendre le service public d'éducation nationale. Le PCF appelle à tout mettre en oeuvre pour réussir la mobilisation du 10 février et ainsi contribuer à faire entendre la nécessité, pour l'avenir du pays et des enfants, de la relance du service public d'éducation nationale.

MANIFESTATION

jeudi 10 février

14h30

PARIS – M° Luxembourg (itinéraire jusqu'à Rue du bac)

De nombreux défilés dans les autres régions

Des faits qui parlent

* la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.

* Académie de Créteil : 4000 élèves supplémentaires et 120 postes de moins

* Suppressions de postes, avec Sarkozy, la liquidation s'accroît tous les ans.

2007 : 8 700
2008 : 11 200
2009 : 13 500
2010 : 16 000
2011 : 17 000

Non à l'école sous tutelle marchande

La baisse du nombre d'enseignants rentre dans la logique des réformes engagées par Sarkozy depuis 2007. **Et ce n'est pas seulement moins d'école, mais une autre école que l'UMP est en train de bâtir sous nos yeux**; une école à plusieurs vitesses, une école du tri : pour les plus riches et ceux qui réussissent, des filières et des établissements d'excellence, pour les autres, le minimum vital pour sortir du système scolaire en étant corvéable à merci et « adapté » aux besoins du patronat.

Avec sa volonté de « dénationaliser » et de marchandiser l'enseignement, le gouvernement accroît les inégalités entre territoires et classes sociales. L'Etat organise la raréfaction de la formation et la pénurie des postes, pour pousser, notamment au travers de l'autonomie des établissements, à l'embauche locale d'enseignants. Il sacrifie les RASED, diminue le temps de classe, casse la maternelle, met en place un socle commun minimum...

Les inégalités se creusent pendant que la droite habille son travail de sape de l'école publique en projetant un discours presque irréel sur « l'égalité des chances » comme traitement de l'échec scolaire. Le « mal être » scolaire des enfants, comme la souffrance au travail des enseignants et personnels éducatifs, sont devenus une réalité quotidienne.

Comment admettre au XXIème siècle que l'effort éducatif dans notre pays décroisse depuis plusieurs années ? Comment ne pas être choqué par l'absence de considération pour cette école qui fait la société de demain ?

Il y a besoin de défendre l'école et le statut des enseignants en refusant toute phase de privatisation-décentralisation dans l'éducation nationale.



Ecole, dans les luttes, dans les urnes, imposer une autre politique

La transformation de l'école doit figurer au cœur des débats que nous entamons sur le **programme populaire et partagé pour la gauche en 2012**. (voir encadré)

Une réforme progressiste de l'école, comprenant la lutte contre la difficulté scolaire, les inégalités, l'amélioration des conditions d'étude, la reconnaissance du handicap... nécessite des moyens, notamment humains, et une meilleure formation des enseignants.

Le PCF propose

* de cesser toute nouvelle suppression de postes et d'engager un plan de recrutement massif pour assurer partout de bonnes conditions éducatives. De pré-recruter les futurs enseignants dès la première année d'université avec une allocation d'autonomie. L'élévation du niveau chez les enseignants, est indissociable de leur stabilité donc de leur statut de fonctionnaire d'Etat.

* de lancer un grand plan de lutte contre l'échec scolaire en s'attaquant aux causes des difficultés scolaires en cessant de culpabiliser élèves, parents et enseignants. S'attaquer aux véritables causes de la difficulté scolaire, en articulant recherche pédagogique et pratique, pour permettre d'apprendre les nouveaux savoirs, plus complexes, à tous les enfants, quelle que soit leur classe sociale.

* d'ouvrir une nouvelle phase de démocratisation scolaire avec comme axes forts : la lutte contre les inégalités face à l'école, l'ambition de la réussite de tous les élèves, l'élévation du niveau de connaissances d'une classe d'âge avec la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.

* une formation répondant à l'enjeu de la complexité des savoirs, de l'ambition d'une culture commune de haut niveau.

Nos enfants n'ont pas besoin de moins d'école, mais de plus d'école, pour vivre dans un monde où, pour un travail émancipateur et une vie citoyenne, il sera nécessaire de maîtriser les formes de réflexion qui découlent des savoirs savants.

Dès maintenant, les candidats communistes du Front de Gauche aux **élections cantonales** porteront l'idée que l'Etat doit assumer ses responsabilités au lieu de faire du chantage aux collectivités locales pour qu'elles financent des profs en CDD pour des établissements « autonomes » financièrement et en concurrence.

**PROGRAMME POPULAIRE ET PARTAGÉ
LE MODE D'EMPLOI**



Nous voulons élaborer ensemble les grandes priorités, les réformes incontournables qu'une nouvelle majorité politique de gauche devrait impérativement mettre en oeuvre.

Un pacte entre toutes celles et ceux qui font le serment que la gauche ne trahira pas l'espoir de changement qu'elle porte face à Sarkozy et à l'UMP.

Pour y contribuer, les forces du Front de gauche organisent de nombreuses rencontres locales et nationales partout en France avec des responsables associatifs, des syndicalistes, des rencontres ouvertes à toutes et à tous.

Le PCF, engagé dans cette démarche, met à votre disposition un « cahier citoyen » comme première étape de ce débat et sollicite votre avis personnel sur ce que devra faire la gauche pour réussir le changement ([www.pcf.fr / programme populaire et partagé ça m'intéresse](http://www.pcf.fr/programme_populaire_et_partage_ca_minteresse)).

Si vous voulez être partie prenante de cette initiative, laissez vos coordonnées ci-dessous

Prenons contact

Je souhaite **contribuer au programme populaire et partagé** du Front de gauche.

Je souhaite **être informé des initiatives** du Parti communiste français et du Front de gauche

Je souhaite rejoindre le PCF

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE :

TÉL. :

PORTABLE :

E-MAIL :